

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 69

[C — 2010/29682]

2 DECEMBER 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het referatedossier van de afdeling « Brevet van het hoger onderwijs van animator voor de collectieve beleids-, cultuur- en maatschappelijke actie » (code 9870000S35D1), gerangschikt op het niveau van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd door het besluit van de Regent van 31 december 1949, inzonderheid op artikel 6 gewijzigd bij artikel 124 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het eensluidend advies van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie van 29 oktober 2010;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,

Besluit :

Artikel 1. Het referatedossier van de afdeling « Brevet van het hoger onderwijs van animator voor de collectieve beleids-, cultuur- en maatschappelijke actie » (code 9870000S35D1) alsook de referatedossiers van de opleidingseenheden waaruit die afdeling bestaat, worden goedgekeurd.

Die afdeling wordt gerangschikt op het niveau van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

Dertig van de opleidingseenheden waaruit de afdeling bestaat, worden gerangschikt op het niveau van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en twee ervan worden gerangschikt op het niveau van het hoger sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

Art. 2. Het bekwaamheidsbewijs dat wordt uitgereikt op het einde van de cursus in de afdeling « Brevet van het hoger onderwijs van animator voor de collectieve beleids-, cultuur- en maatschappelijke actie » is het « Brevet van het hoger onderwijs van animator voor de collectieve beleids-, cultuur- en maatschappelijke actie van het hoger sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type ».

Art. 3. De progressieve omvorming van de betrokken bestaande structuren begint uiterlijk op 1 januari 2013.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2011.

Art. 5. De Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 december 2010.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 70

[2011/200042]

23 DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions et modalités d'octroi d'une aide aux agences immobilières sociales et aux associations de promotion du logement en vue d'effectuer des travaux de réhabilitation et de restructuration dans les logements inoccupés qu'elles prennent en gestion ou en location

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, l'article 85bis, § 1^{er}, inséré par le décret du 15 mai 2003 et modifié par le décret du 20 juillet 2005, et § 2, inséré par le décret du 15 mai 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juillet 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2010;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Logement, donné le 1^{er} septembre 2010;

Vu l'avis du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, donné le 6 septembre 2010;

Vu l'avis 48.845/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 novembre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "Fonds" : le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

2^o "chambre" : pièce de nuit qui répond aux conditions fixées par l'article 18, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19^o à 22^obis, du Code wallon du Logement;

3° "travaux économiseurs d'énergie" : les travaux ouvrant le droit au bénéfice des éco-primés telles que définies à l'article 90, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté ministériel du 22 mars 2010 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie;

4° "opérateur" : une agence immobilière sociale ou une association de promotion du logement;

5° "Ministre" : le Ministre du Logement.

Art. 2. Un opérateur peut demander l'intervention du Fonds pour tout logement inoccupé qu'il prend en gestion ou en location ou qu'il gère, que le titulaire de droits réels sur ce logement soit une personne physique ou une personne morale.

Art. 3. Le logement, objet des travaux, peut être un logement individuel ou un logement collectif, pour autant que ce logement soit inoccupé depuis au moins douze mois.

Art. 4. Le Fonds accorde des subventions et des prêts, par l'intermédiaire des opérateurs, aux titulaires de droits réels sur les logements visés à l'article 2.

Art. 5. Sans préjudice de l'article 7, § 2, les travaux financés dans le cadre du présent arrêté visent à mettre les logements réhabilités ou restructurés en conformité avec les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22°*bis*, du Code wallon du Logement et ne peuvent bénéficier d'aucune autre aide régionale en matière de logement ou d'énergie.

Art. 6. Sans préjudice de l'alinéa 2, l'intervention du Fonds dans les travaux visés à l'article 5, est attribuée pour moitié sous la forme d'un prêt et pour l'autre moitié sous la forme d'une subvention.

Cette intervention du Fonds est attribuée intégralement sous la forme d'une subvention lorsque l'opération porte sur un logement comportant au moins trois chambres.

Art. 7. § 1^{er}. Sans préjudice du § 2, la somme de la subvention et du prêt ne peut excéder 52.000 euros par logement.

§ 2. Par décision motivée, le Fonds peut accorder un montant supplémentaire dans un des cas de surcoût suivants :

1. le bâtiment présente une valeur patrimoniale significative;
2. l'opération est spécifique;
3. le bâtiment nécessite la mise en conformité aux règlements communaux en matière de salubrité et de sécurité incendie;
4. des travaux économiseurs d'énergie sont réalisés.

Le Ministre détermine les cas et conditions dans lesquels le bâtiment présente une valeur patrimoniale significative et les cas et conditions dans lesquels l'opération est considérée comme spécifique.

Le montant supplémentaire ne peut excéder 23.000 euros par logement. Il est attribué pour moitié sous la forme d'un prêt et pour l'autre moitié sous la forme d'une subvention.

§ 3. Les montants précités sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année N, et pour la première fois en 2012, sur base de la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant maximum} \times \text{indice ABEX du 1}^{\text{er}} \text{ janvier de l'année N (fixé en novembre de l'année N-1)}}{\text{Indice ABEX du 1}^{\text{er}} \text{ janvier 2011 (fixé en novembre 2010)}}$$

Les montants ainsi indexés sont arrondis à la centaine d'euros supérieure ou inférieure, selon que le chiffre des dizaines atteint ou non cinquante euros.

Art. 8. Au terme des travaux, le logement est géré ou loué par l'opérateur, pendant une période d'au moins neuf ans, à l'exclusion de la durée des travaux, ou d'au moins quinze ans dans l'un des cas visés à l'article 7, § 2, sans jamais toutefois être inférieure à la durée de remboursement du prêt accordé au demandeur.

Lorsque le titulaire de droits réels du logement est l'opérateur, il peut assurer lui-même la gestion locative du logement.

Art. 9. Le logement est donné en location par l'opérateur.

Lorsqu'il a bénéficié exclusivement d'une subvention, le logement est donné en location à un ménage en état de précarité. Le logement est loué à un ménage à revenu modeste lorsqu'aucun ménage en état de précarité, dont la composition correspond au nombre de chambres du logement en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22°*bis*, du Code wallon du Logement, n'a posé sa candidature auprès de l'opérateur qui donne le logement en location.

Art. 10. Lorsque le logement a bénéficié exclusivement d'une subvention pour les travaux visés à l'article 5, le loyer payé par l'occupant ne peut excéder vingt pour cent de ses revenus nets mensuels augmentés des allocations familiales perçues pour les enfants faisant partie de son ménage ou de toute autre ressource disponible telle que définie par le Ministre.

Dans les autres cas, le loyer payé par l'occupant ne peut excéder trente pour cent de ses revenus nets mensuels augmentés des allocations familiales perçues pour les enfants faisant partie de son ménage ou de toute autre ressource disponible telle que définie par le Ministre.

Le loyer perçu par le titulaire de droits réels est affecté à concurrence d'au moins cinquante pourcents au remboursement du prêt accordé.

Art. 11. Le Fonds publie, dans son rapport d'activités annuel :

- la liste des opérateurs bénéficiaires, ainsi que des logements gérés ou loués;
- le montant des loyers appliqués;
- le type de travaux réalisés.

Art. 12. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté
Namur, le 23 décembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 70

[2011/200042]

23. DEZEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung einer Beihilfe an die Agenturen für soziale Wohnungen oder Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens zwecks der Durchführung von Sanierungs- und Umgestaltungsarbeiten in den unbewohnten Wohnungen, deren Verwaltung oder Miete sie übernehmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, Artikel 85*bis*, § 1, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003 und abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2005, und § 2, eingefügt durch das Dekret vom 15. Mai 2003;

Aufgrund des am 7. Juli 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Juli 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 1. September 2010 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur du Logement" (Hoher Rat des Wohnungswesens);

Aufgrund des am 6. September 2010 abgegebenen Gutachtens des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);

Aufgrund des am 17. November 2010 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 48.845/4;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1^o "Fonds": der "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);

2^o "Schlafzimmer": Schlafräum, der den Bedingungen genügt, die in Artikel 18 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1 19^o bis 22^{o bis} des Wallonischen Wohngesetzbuches festgelegt sind;

3^o "Arbeiten zur Energieeinsparung": die Arbeiten, die Anspruch geben auf die Öko-Prämien im Sinne von Artikel 90 Absatz 1 4^o des Ministerialerlasses vom 22. März 2010 über die Modalitäten und das Verfahren zur Gewährung der Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung;

4^o "Vermittler": eine Agentur für soziale Wohnungen oder eine Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens;

5^o "Minister": der Minister für Wohnungswesen.

Art. 2 - Ein Vermittler kann die Beteiligung des Fonds für jede unbewohnte Wohnung beantragen, deren Verwaltung oder Miete er übernimmt, oder die er verwaltet, unabhängig davon, ob der Inhaber dinglicher Rechte auf diese Wohnung eine natürliche oder eine juristische Person ist.

Art. 3 - Die Wohnung, die Gegenstand der Arbeiten ist, kann eine Einzel- oder eine Gemeinschaftswohnung sein, unter der Bedingung, dass diese Wohnung seit mindestens zwölf Monaten unbewohnt ist.

Art. 4 - Der Fonds gewährt den Inhabern dinglicher Rechte auf die in Artikel 2 genannten Wohnungen Zuschüsse und Darlehen über die Vermittler.

Art. 5 - Unbeschadet des Artikels 7 § 2 zielen die im Rahmen vorliegenden Erlasses finanzierten Arbeiten darauf ab, die sanierten oder umgestalteten Wohnungen an die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1 19^o bis 22^{o bis} des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Definitionen anzugleichen; sie dürfen keinen Anspruch geben auf andere regionale Beihilfen in Sachen Wohnungswesen oder Energie.

Art. 6 - Unbeschadet von Absatz 2 wird die Beteiligung des Fonds für die in Artikel 5 genannten Arbeiten zur Hälfte in der Form eines Darlehens und zur anderen Hälfte in der Form eines Zuschusses gewährt.

Diese Beteiligung des Fonds wird vollständig in der Form eines Zuschusses gewährt, wenn die Maßnahme eine Wohnung betrifft, die mindestens drei Schlafzimmer enthält.

Art. 7 - § 1 - Unbeschadet von § 2 darf die Summe des Zuschusses und des Darlehens 52.000 Euro pro Wohnung nicht überschreiten.

§ 2 - Durch begründeten Beschluss kann der Fonds in den folgenden Fällen von Mehrkosten einen zusätzlichen Betrag gewähren:

1. das Gebäude hat einen bedeutenden Wert als Erbgut;
2. es handelt sich um eine spezifische Maßnahme;
3. das Gebäude bedarf einer Anpassung an die Gemeinderegelungen über die gesundheitliche Zutraglichkeit und den Brandschutz;
4. es werden Arbeiten zur Energieeinsparung durchgeführt.

Der Minister bestimmt die Fälle und Bedingungen, unter denen das Gebäude einen bedeutenden Wert als Erbgut aufweist, und unter denen die Maßnahme als spezifisch betrachtet wird.

Der zusätzliche Betrag darf 23.000 Euro pro Wohnung nicht übersteigen. Er wird zur Hälfte in der Form eines Darlehens und zur anderen Hälfte in der Form eines Zuschusses gewährt.

§ 3 - Die vorgenannten Beträge werden am 1. Januars jedes Jahres N indiziert, dies zum ersten Male im 2012, auf der Grundlage folgender Formel:

$$\frac{\text{Höchstbetrag} \times \text{ABEX-Index am 1. Januar des Jahres N (im November des Jahres N-1 festgelegt)}}{\text{ABEX-Index am 1. Januar 2011 (im November 2010 festgelegt)}}$$

Die so indizierten Beträge werden auf das nächste Hundert Euro auf- bzw. abgerundet, je nach dem die Zehner fünfzig Euro erreichen oder nicht.

Art. 8 - Am Ende der Arbeiten wird die Wohnung vom Vermittler verwaltet oder gemietet, dies während eines Zeitraums von mindestens neun Jahren außer der Dauer der Arbeiten, oder von mindestens fünfzehn Jahren in einem der in Artikel 7 § 2 genannten Fällen, ohne dass diese Dauer jedoch kürzer sein kann als die Dauer für die Rückzahlung des dem Antragsteller gewährten Darlehens.

Wenn der Inhaber dinglicher Rechte auf die Wohnung der Vermittler ist, kann er selber für die Mietverwaltung der Wohnung Sorge tragen.

Art. 9 - Die Wohnung wird vom Vermittler vermietet.

Wenn die Wohnung ausschließlich auf einen Zuschuss Anspruch gegeben hat, wird sie einem Haushalt in prekären Verhältnissen vermietet. Die Wohnung wird einem Haushalt mit geringen Einkünften vermietet, wenn kein Haushalt in prekären Verhältnissen, dessen Zusammensetzung der Anzahl Schlafzimmer der Wohnung kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1 19° bis 22°bis des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Definitionen entspricht, sich bei dem Vermittler beworben hat, der die Wohnung vermietet.

Art. 10 - Wenn die Wohnung ausschließlich auf einen Zuschuss für die in Artikel 5 genannten Arbeiten Anspruch gegeben hat, kann der Mietzins, der vom Bewohner bezahlt wird, nicht mehr als 20% seines monatlichen Nettoeinkommens zuzüglich der für die zu seinem Haushalt gehörenden Kinder erhaltenen Kinderzulagen oder jeglichen anderen verfügbaren, vom Minister bestimmten Einnahmequelle betragen.

In den anderen Fällen kann der vom Bewohner gezahlte Mietzins nicht mehr als 30% seines monatlichen Nettoeinkommens zuzüglich der für die zu seinem Haushalt gehörenden Kinder erhaltenen Kinderzulagen oder jeglichen anderen verfügbaren, vom Minister bestimmten Einnahmequelle betragen.

Der vom Inhaber dinglicher Rechte erhaltene Mietzins wird zu mindestens 50% der Rückzahlung des gewährten Darlehens gewidmet.

Art. 11 - In seinem jährlichen Tätigkeitsbericht veröffentlicht der Fonds:

- die Liste der anspruchsberechtigten Vermittler sowie der verwalteten oder gemieteten Wohnungen;
- den Betrag der gezahlten Mietzinsen;
- die Art der durchgeführten Arbeiten.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Dezember 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 70

[2011/200042]

23 DECEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van een tegemoetkoming aan de agentschappen voor sociale huisvesting en aan de verenigingen voor de bevordering van de huisvesting met het oog op de uitvoering van renovatie- en herstructureringswerken in onbewoonde woningen die ze beheren of verhuren

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 85bis, § 1, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003 en gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, en § 2, ingevoegd bij het decreet van 15 mei 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juli 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 2010;

Gelet op het advies van de Hoge Huisvestingsraad, gegeven op 1 september 2010;

Gelet op het advies van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië), gegeven op 6 september 2010;

Gelet op het advies nr. 48.845/4 van de Raad van State, gegeven op 17 november 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "Fonds" : het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie";

2° "slaapkamer" : nachtruimte die aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 18, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van de Waalse Huisvestingscode voldoet;

3° "energiebesparende werkzaamheden" : werkzaamheden die aanleiding geven tot het recht op de ecopremies zoals bedoeld in artikel 90, eerste lid, 4°, van het ministerieel besluit van 22 maart 2010 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik;

4° "vastgoedbeheerder" : een agentschap voor sociale huisvesting of een vereniging voor de bevordering van de huisvesting;

5° "Minister" : De Minister van Huisvesting.

Art. 2. Een vastgoedbeheerder kan verzoeken om de tegemoetkoming van het Fonds voor elke onbewoonde woning die hij beheert of verhuurt, ongeacht of de drager van zakelijke rechten op die woning een rechtspersoon of een natuurlijke persoon is.

Art. 3. De woning, doel van de werkzaamheden, kan een eengezinswoning of gemeenschappelijke woning zijn, voor zover deze woning sinds minstens twaalf maanden onbewoond is.

Art. 4. Via de vastgoedbeheerders kent het Fonds toelagen en leningen toe aan de dragers van zakelijke rechten op de woningen bedoeld in artikel 2.

Art. 5. Onverminderd artikel 7, § 2, hebben de in het kader van dit decreet gefinancierde werkzaamheden tot doel het in overeenstemming brengen van de gerenoveerde of geherstructureerde woningen met de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van de Waalse Huisvestingscode, en kunnen geen andere gewestelijke steun inzake huisvesting of energie krijgen.

Art. 6. Onverminderd het tweede lid, wordt de tegemoetkoming van het Fonds in de werkzaamheden bedoeld in artikel 5, voor de ene helft onder de vorm van een lening toegekend en voor de andere helft onder de vorm van een toelage.

Deze tegemoetkoming van het Fonds wordt volledig toegekend onder de vorm van een toelage wanneer de verrichting betrekking heeft op een woning met minstens drie slaapkamers.

Art. 7. § 1. Onverminderd § 2 bedraagt de som van de toelage en de lening hoogstens 52.000 euro per woning.

§ 2. Bij gemotiveerde beslissing kan het Fonds een bijkomend bedrag toekennen voor meerkosten in verband met een van de volgende gevallen :

1. het gebouw heeft een belangrijke patrimoniale waarde;
2. een specifieke verrichting;
3. het gebouw waarvoor het in overeenstemming met de gemeenteverordeningen met betrekking tot de gezondheid en de brandveiligheid nodig is;
4. energiebesparende werkzaamheden worden uitgevoerd.

De Minister bepaalt de gevallen en voorwaarden waaronder het gebouw een belangrijke patrimoniale waarde heeft en de gevallen en voorwaarden waaronder de verrichting als specifiek wordt beschouwd.

Het bijkomend bedrag bedraagt hoogstens 23.000 euro per woning. Het wordt voor de ene helft onder de vorm van een lening toegekend en voor de andere helft onder de vorm van een toelage.

§ 3. De voormelde bedragen worden op 1 januari van elk jaar N, en voor de eerste keer in 2012, op grond van de volgende formule aangepast :

$$\frac{\text{Maximumbedrag} \times \text{ABEX-index op 1 januari van het jaar N (bepaald in november van het jaar N-1)}}{\text{ABEX-index op 1 januari 2011 (bepaald in november 2010)}}$$

De aldus geïndexeerde bijdragen worden afgerond tot het hogere of lagere honderdtal euro naargelang het cijfer van de tientallen al of niet vijftig euro bereikt.

Art. 8. Op het einde van de werkzaamheden wordt de woning beheerd of verhuurd door de vastgoedbeheerder tijdens een periode van minstens negen jaar, met uitsluiting van de duur van de werkzaamheden, of van minstens vijftien jaar in een van de gevallen bedoeld in artikel 7, § 2, zonder dat deze periode evenwel ooit kleiner is dan de duur van de terugbetaling van de lening toegekend aan de aanvrager.

Wanneer de drager van zakelijke rechten op de woning de vastgoedbeheerder is, kan hij het huurbeheer van de woning zelf voeren.

Art. 9. De woning wordt door de vastgoedbeheerder verhuurd.

Als ze uitsluitend een toelage heeft ontvangen, wordt de woning verhuurd aan een gezin in een precare toestand. De woning wordt verhuurd aan een gezin met bescheiden inkomen als geen gezin in precare toestand, waarvan de samenstelling overeenstemt met het aantal slaapkamers van de woning krachtens het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 19° tot 22°bis, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen, zich meldt bij de vastgoedbeheerder die de woning verhuurd.

Art. 10. Als de woning uitsluitend een toelage heeft ontvangen voor de werkzaamheden bedoeld in artikel 5, bedraagt de huurprijs betaald door de bewoner hoogstens twintig procent van zijn huidige maandelijkse netto-inkomen vermeerderd met de kinderbijslag ontvangen voor de kinderen ten laste van zijn gezin of met alle andere beschikbare middelen zoals bepaald door de Minister.

In de andere gevallen, bedraagt de huurprijs betaald door de bewoner hoogstens dertig procent van zijn huidige maandelijkse netto-inkomen vermeerderd met de kinderbijslag ontvangen voor de kinderen ten laste van zijn gezin of met alle andere beschikbare middelen zoals bepaald door de Minister.

De huurprijs ontvangen door de drager van zakelijke rechten wordt bestemd, ten belope van minstens vijftig procent, voor de terugbetaling van de toegekende lening.

Art. 11. Het fonds maakt in zijn jaarverslag bekend :

- de lijst van de rechthebbende vastgoedbeheerders, alsook de beheerde of verhuurde woningen;
- het bedrag van de toegepaste huurprijzen;
- het type uitgevoerde werkzaamheden.

Art. 12. De Minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET